

Hollande veut "mieux mobiliser" les investissements existants



"Je n'ai pas tout compris !" L'aveu est de [François Hollande](#), [sourire](#) aux lèvres et débonnaire, jeudi 10 janvier, à la sortie d'une visite d'un laboratoire de chimie des polymères organiques (spécialisé dans la réalisation d'écrans flexibles) à Pessac (Gironde). Si le président de la République a reconnu sans ambages ne pas maîtriser sur le bout des doigts les propriétés des encres électrophorétiques, il a néanmoins souligné que cette technologie participerait à *"l'économie de demain"*. Une phrase de préambule avant de dérouler, devant quelques élus locaux et la presse, les priorités gouvernementales en matière d'investissement.

Cinq domaines auront la priorité du gouvernement durant le quinquennat *"et la prochaine décennie"*, s'est avancé François Hollande. D'abord, le logement, pour lequel il faut *"raccourcir les délais"* entre *"le projet et la livraison"*. Afin de [dynamiser](#) la réalisation de logements sociaux, des terrains publics seront accordés *"gratuitement"* aux collectivités, a promis l'ancien maire de Tulle (Corrèze).

La **transition énergétique**, ensuite, avec en ligne de mire une baisse de la facture énergétique et une hausse du [pouvoir](#) d'achat des ménages. **Le numérique**, pour lequel la couverture de l'ensemble du territoire national en très haut débit est une priorité, tout comme **les transports**, pour lesquels François Hollande a confirmé la poursuite du projet de ligne à grande vitesse entre Tours et Bordeaux, ainsi que la rénovation de 1 000 kilomètres de voies ferroviaires par an. Enfin, **l'aéronautique**, secteur dans lequel François Hollande s'est engagé à [soutenir](#) les champions français, Dassault compris, a-t-il tenu à préciser.

RÉDÉPLOIEMENT DES FINANCEMENTS

Reste que dans un contexte de crise et à la tête d'un Etat exsangue, le pari semble difficile à [tenir](#). "L'enjeu, ce n'est pas d'[aller](#) chercher des financements nouveaux, nous n'en avons pas à notre disposition sur le plan budgétaire. C'est de mieux [mobiliser](#) ce qui existe déjà", a martelé François Hollande. Pour ce [faire](#), il a rappelé les pistes à [suivre](#) pour [obtenir](#) de l'argent frais : la future Banque publique d'investissement (BPI) et la Banque européenne d'investissement (BEI). "La France doit se [rendre](#) au guichet de la BEI." Aujourd'hui, "ce ne sont pas les pays les plus pauvres qui s'y rendent, c'est l'[Allemagne](#). Ce ne sont pas non plus les plus européens, ce sont les Britanniques", a ironisé le président de la République.

"Il faut [prendre](#) les meilleurs instruments", a-t-il poursuivi, adoubant dans la foulée l'usage de partenariat public-privé (PPP), longtemps voué aux gémonies par la gauche lors de la précédente majorité présidentielle. Enfin, 2 milliards d'euros issus du grand emprunt voulu par son prédécesseur, [Nicolas Sarkozy](#), devraient être réorientés vers de nouvelles priorités : l'économie numérique, l'économie du vivant et la formation. "Nous devons redéployer un certain nombre de moyens, être plus sélectifs !", a précisé le chef de l'Etat dans une allusion au bilan du gouvernement précédent, pour ne pas [quitter](#) le Bordelais cher à [Alain Juppé](#) sans une pique à l'intention de l'opposition.